



Revue de Presse

mardi 14 avril 2009

S O M M A I R E

mardi 14 avril 2009

SNET/EON

Début des négociations sur l'entrée de GDF Suez dans Nord Stream Agence France Presse Fil Eco .- 10/04/2009	1
GDF Suez négocie avec Gazprom pour Nord Stream Le Figaro économie .- 13/04/2009	2
GDF Suez négocie son entrée dans Nord Stream Les Echos .- 14/04/2009	4
Le groupe s'interroge sur l'organisation de son trading Les Echos .- 14/04/2009	5

CONCURRENCE

EDF suspend deux responsables soupçonnés d'espionnage Les Echos .- 14/04/2009	6
Exploration-production : GDF Suez en passe de lancer un grand projet en Algérie Les Echos .- 14/04/2009	7
La main visible du marché Les Echos .- 14/04/2009	8
GDF-Suez, lanterne rouge du CAC 40 La Tribune .- 14/04/2009	9
GDF Suez demande une ouverture accrue du marché français de l'électricité La Correspondance économique .- 14/04/2009	10
GDF Suez lance Global Energy Enerpresse .- 14/04/2009	13
Jugement aujourd'hui dans l'affaire Direct Energie contre Pas de centrale Le Parisien Oise Matin .- 14/04/2009	14

MARCHE

Gaz : tensions entre la Russie et le Turkménistan Les Echos .- 14/04/2009	15
--	----

ENVIRONNEMENT

Vifs débats en perspective avec les Américains sur le changement climatique Les Echos .- 14/04/2009	16
--	----

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Capénergie va transformer le poisson en biogaz à Boulogne Les Echos .- 14/04/2009	17
Ils ont testé leur prototype de montagne solaire Le Parisien Val De Marne .- 13/04/2009	18

SNET/EON



Début des négociations sur l'entrée de GDF Suez dans Nord Stream

Moscou (RUSSIE, FÉDÉRATION DE), 10 avr. 2009 (AFP) -

Les partenaires de Nord Stream ont entamé des négociations sur une entrée du groupe français GDF Suez dans ce projet de gazoduc reliant la Russie à l'Allemagne, a annoncé vendredi à l'AFP un responsable du géant gazier russe Gazprom.

"Les partenaires du projet ont entamé le processus de négociations sur la possibilité d'une entrée du groupe français GDF Suez dans le projet", a déclaré à l'AFP Stanislav Tsygankov, chef du Département des relations extérieures de Gazprom.

"Les partenaires ont commencé à discuter des détails" sur cette entrée, a-t-il ajouté.

Le PDG de GDF Suez, Gérard Mestrallet a confirmé l'ouverture de négociations vendredi, lors d'un séminaire avec la presse dans l'Oise (nord de la France).

"Nous sommes prêts à participer à ce projet pour autant que nous aurons un approvisionnement renforcé et sécurisé", a affirmé M. Mestrallet.

"Historiquement, la Russie a été pour Gaz de France un partenaire fiable", a-t-il ajouté.

La Russie est actuellement le troisième fournisseur de gaz de GDF Suez, après la Norvège et les Pays-Bas. Moscou, partenaire de Gaz de France depuis 1975, fournit 14% des besoins en gaz du géant français de l'énergie.

GDF Suez avait déjà fait part de son intérêt pour ce projet en décembre dernier. Nord Stream est actuellement piloté par Gazprom, qui détient 51% du consortium, les allemands EON et BASF, qui ont chacun 20%, et le néerlandais Gasunie (9%).

Le projet de gazoduc doit relier sur 1.198 km Vyborg en Russie à Greifswald en Allemagne, en passant entièrement sous la mer Baltique. Sa première tranche doit être opérationnelle en 2011.

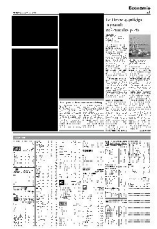
L'Union européenne cherche à diversifier ses sources et routes d'approvisionnement en gaz pour ne plus être l'otage des différends entre la Russie (40% de ses importations), et l'Ukraine, pays de transit pour 80% de ces achats.

Nord Stream a été très critiqué par la Pologne et les Etats baltes qui y voient la volonté de Moscou de contourner des pays particulièrement méfiants à l'égard du Kremlin.

GDF SuezGAZPROME.ONBASF
edy-aag/ef/js

Afp le 10 avr. 09 à 15 12.

Ref : TX-PAR-TON63.



GDF Suez négocie avec Gazprom pour Nord Stream

ÉNERGIE

Au cœur des négociations, la participation du groupe français au projet de gazoduc qui doit relier la Russie à l'Allemagne.

NEUF MOIS après son avènement, GDF Suez est plus que jamais associé aux grandes manœuvres dans l'énergie. En fin de semaine dernière, son président, Gérard Mestrallet, a confirmé que des négociations étaient en cours avec Gazprom pour intégrer le projet de gazoduc Nord Stream, long de près de 1 200 kilomètres, qui doit relier la Russie à l'Allemagne.

Pour le moment, piloté par le géant russe (à hauteur de 51 %), Nord Stream s'appuie également sur les allemands E.ON et BASF (qui détiennent chacun 20 %) et le néerlandais Gasunie (9 %). Une entrée éventuelle de GDF Suez – en contrepartie de contrats d'approvisionnement en gaz à long terme supplémentaires – n'est pas encore arrêtée dans le temps, car ces discussions requièrent nécessairement un long processus.

Cap sur le nucléaire

À la fin de l'année dernière, la Russie pesait pour 14 % dans les approvisionnements du groupe, derrière la Norvège (23 %) et les Pays-Bas (15 %) et devant la région Moyen-Orient-Asie (12 %) et l'Algérie (11 %). Autrement dit, si Gazprom est un partenaire incontournable du groupe français, celui-ci a également le souci constant de diversifier son portefeuille de fournisseurs. Une démarche qui a fourni la preuve de son efficacité pendant la crise russo-ukrainienne, quand l'Europe s'est vue brutalement privée de gaz russe. À l'époque, GDF Suez a pu faire appel de manière accrue à ses autres partenaires.

Pour le groupe français, en marge de son approvisionnement gazier, un autre gros chantier réside dans son développement dans le nucléaire. Voici quelques semaines, Nicolas Sarkozy a confié le pilotage d'un deuxième EPR – le réacteur de nouvelle génération – à EDF tout en précisant que GDF Suez y serait étroitement associé. À quelle hauteur ? Les discussions se

déroulent actuellement, étant entendu que Gérard Mestrallet souhaite une participation significative dans l'EPR de Penly (Seine-Maritime).

D'une manière plus globale, GDF Suez entend exploiter trois à quatre réacteurs EPR dans le monde à l'horizon de 2020, dont un ou deux en Grande-Bretagne, un pays dont le gouvernement a décidé un programme de relance d'envergure dans l'atome civil. Outre-Manche, GDF Suez s'est associé à l'espagnol Iberdrola et au britannique Scottish & Southern Energy dans le cadre de l'appel d'offres visant à attribuer les sites pour les futures centrales britanniques.

Actuellement, le groupe dispose en tout de capacités de production nucléaire de l'ordre de 6 000 mégawatts (MW), dont les deux tiers en Belgique. En France, GDF Suez détient des participations dans les centrales de Chooz B et Tricastin, exploitées par EDF. Autrement dit, les deux entreprises sont déjà habituées à travailler ensemble.

F. M.



Station de compression de gaz naturel. Fin 2008, la Russie pesait pour 14 % dans les approvisionnements de GDF Suez, derrière la Norvège (23 %) et les Pays-Bas (15 %). *Maillac/Réa*



GDF Suez négocie son entrée dans Nord Stream

Gazoduc. Les partenaires de Nord Stream ont entamé des négociations sur une entrée de GDF Suez dans ce projet de gazoduc reliant la Russie à l'Allemagne, ont indiqué la semaine dernière le groupe français et Gazprom. Nord Stream est actuellement piloté par Gazprom, qui détient 51 % du consortium, les allemands E.ON et BASF, qui ont chacun 20 %, et le néerlandais Gasu-

nie (9 %). Le projet de gazoduc doit relier sur 1.198 km Vyborg en Russie à Greifswald en Allemagne, en passant entièrement sous la mer Baltique. Sa première tranche doit être opérationnelle en 2011. « *Nous sommes prêts à participer à ce projet pour autant que nous aurons un approvisionnement renforcé et sécurisé* », a affirmé le PDG de GDF Suez, Gérard Mestrallet.



Le groupe s'interroge sur l'organisation de son trading

GDF Suez cherche à développer des synergies entre ses deux activités de négoce dans l'énergie. Un rapprochement aurait du sens, mais s'avère délicat à mettre en œuvre.

Le trading fait figure d'exception chez GDF Suez. C'est l'une des rares activités où l'on trouve clairement des doublons à l'issue de la fusion entre Gaz de France et Suez. Le groupe exerce aujourd'hui le métier du négoce sur les marchés du gaz, de l'électricité ou du pétrole au travers de Gaselys, une coentreprise montée en 2001 par Gaz de France et la Société Générale, mais aussi via le pôle « trading et portfolio management » d'Electrabel, une filiale de Suez. Détenue à hauteur de 51 % par GDF Suez, Gaselys emploie 200 personnes à Paris et est avant tout connu pour son activité dans le gaz. Selon la presse spécialisée anglo-saxonne, la société fait partie des dix premiers traders mondiaux de gaz naturel derrière BP, Morgan Stanley ou Barclays Capital. Son alter ego chez Suez compte 300 salariés à Bruxelles, mais s'avère plutôt présent sur le segment de l'électricité.

Une telle complémentarité pourrait plaider en faveur d'un rapprochement, et GDF Suez étudie la question. Mais l'idée suscite des débats au sein du groupe. L'opération s'avère délicate à mettre en œuvre. Elle impose aussi un choix entre des modèles très différents. Gaselys est une coentreprise dotée d'un statut bancaire, qui constitue pour certains un gage de sécurité car il implique théoriquement un meilleur contrôle des risques et une plus grande transparence, notamment sur l'état des fonds propres. Ce statut signifie aussi que les

salaires sont plus élevés que chez Electrabel, ce qui ne simplifierait pas les choses en cas de fusion.

Pourtant, Gaselys fait figure d'exception dans le paysage européen. La société est l'un des rares partenariats entre un énergéticien et une banque qui fonctionne encore. Lors de l'ouverture des marchés, EDF avait créé une coentreprise avec Louis Dreyfus en décembre 1999, avant d'en prendre 100 % trois ans plus tard. Suez a toujours conservé ce type d'activité en interne, à l'instar d'autres acteurs comme Total, Shell, E.ON ou RWE.

Différence de taille

Les deux activités de trading de GDF Suez ont une autre différence de taille. Le pôle d'Electrabel ne se limite pas aux opérations de négoce, mais assure aussi une activité de gestion de portefeuille pour le groupe. Il constitue le canal exclusif d'achat des centrales et décide grosso modo de leur niveau d'activité en fonction des marchés. Son rôle est éminemment stratégique. Tout comme sa stabilité.

Dans ce contexte, GDF Suez avance avec beaucoup de prudence sur ce dossier et étudie les « éléments de convergence ». « Faut-il rapprocher les hommes ou les sociétés ? », s'interroge un cadre.

Après avoir acheté le néerlandais Essent en janvier, RWE affronte un problème identique. D'ores et déjà doté d'une solide activité de trading, le groupe allemand se retrouve encombré des bureaux de négoce d'Essent aux Pays-Bas, en Belgique et en Suisse. Et pour l'instant, il s'est montré assez peu clair sur le devenir des uns et des autres.

E. G.

CONCURRENCE

Espionnage : EDF suspend deux responsables

Deux dirigeants de la sécurité d'EDF ont été suspendus de leurs fonctions. Ils sont soupçonnés d'avoir fait espionner Greenpeace et Sortir du nucléaire.

ÉNERGIE

Deux hauts responsables de la sécurité d'EDF ont été suspendus de leurs fonctions. Ils sont soupçonnés d'avoir fait espionner Greenpeace et Sortir du nucléaire. La direction du groupe nie toute responsabilité.

EDF suspend deux responsables soupçonnés d'espionnage

Pierre Gadonneix essaie de stopper l'incendie. Face aux nouvelles révélations montrant que les deux principales organisations anti-nucléaires actives en France, Greenpeace et Sortir du nucléaire, ont été espionnées ces dernières années pour le compte de son entreprise, le patron d'EDF vient de prendre des mesures d'urgence. Vendredi, il a relevé provisoirement de leurs fonctions deux hauts responsables de la sécurité des centrales nucléaires françaises, Pierre François et son supérieur hiérarchique, Pascal Durieux, soupçonnés d'avoir commandité les opérations d'espionnage en cause.

EDF a également résilié en urgence un « contrat de veille » passé avec la société Securewyse,

une officine basée à Lausanne. Il s'agissait, semble-t-il, de surveiller Sortir du nucléaire et son porte-parole Stéphane Lhomme, à la suite de la publication par cette association, en 2006, d'un document confidentiel d'EDF reconnaissant que le nouveau réacteur nucléaire EPR n'était pas conçu pour résister à un crash d'avion de ligne.

« Initiative malheureuse »

Avec ces décisions, Pierre Gadonneix reste sur la ligne, assez fragile, qu'il a choisie depuis le début de cette affaire, fin mars. Selon lui, EDF n'est pas responsable, mais au contraire victime, des pratiques d'espionnage mises au jour.

L'espionnage lui-même peut

difficilement être contesté. En ce qui concerne le volet Greenpeace de l'affaire, un CD-ROM contenant des fichiers prélevés dans le système informatique de l'organisation a été saisi par les enquêteurs dans le bureau de Pierre François. En outre, les deux principaux exécutants, l'informaticien Alain Quiros et le patron de Kargus Consultants, Thierry Lorho, ont apparemment reconnu l'essentiel des faits. Tous deux mis en examen dans le dossier, ils ont dit au juge avoir piraté l'ordinateur de Yannick Jadot, alors directeur des campagnes de Greenpeace France, à la demande d'EDF et de Pierre François, ont indiqué vendredi plusieurs sources.

Fin mars, des proches d'EDF assuraient que cet espionnage re-

levait d'une initiative malheureuse de Kargus Consultants : « Ils ont fait des choses qui dépassaient le contrat » passé par l'entreprise publique... (« Les Echos » du 1^{er} avril). A présent, EDF veut, semble-t-il, faire porter une partie du chapeau à ses responsables de la sécurité, qui auraient recruté des officines sans effectuer les « vérifications préalables » normalement prévues. Le contrat passé avec Securewyse « a été signé en dérogation aux règles internes du groupe », affirme ainsi la direction.

Une ligne qui pourrait se heurter à la défense de Pierre François et Pascal Durieux, les deux responsables de la sécurité suspendus vendredi.

D. C.



ÉNERGIE

Après de longues négociations avec les autorités algériennes, le groupe devrait pouvoir lancer le projet de Touat dans le sud-ouest de l'Algérie cette année. GDF Suez prévoit d'investir 1 milliard d'euros dans ce projet, dont il détient 75 % et table sur un démarrage de la production en 2013.

Exploration-production : GDF Suez en passe de lancer un grand projet en Algérie

GDF Suez passe la vitesse supérieure dans l'exploration-production. Le groupe avait réalisé des acquisitions en Azerbaïdjan, en mer du Nord, en Egypte et en Libye en 2008. Cette année, il devrait enfin obtenir l'autorisation de démarrer l'exploitation des gisements de Touat, dans le sud-ouest de l'Algérie, après plusieurs années de négociations et à l'issue de l'élection présidentielle algérienne de la semaine dernière.

Pour GDF Suez, il s'agit d'un projet majeur. Situés à environ 2 kilomètres de profondeur, les gisements de gaz de Touat disposent de réserves techniques évaluées à environ 75 milliards de m³. GDF Suez prévoit de démarrer la production en 2013 et compte investir de l'ordre de 1 milliard d'euros dans ce projet, dont il détient 75 %. Le reste appartient à la compagnie nationale Sonatrach, avec laquelle Gaz de France avait signé un contrat en juillet 2002. Trois ans plus tard, Gaz de France avait cherché à céder

20 % de sa participation au britannique Dana Petroleum, mais cette initiative s'était heurtée à un refus des autorités algériennes. La mise en service de Touat va s'ajouter à celle du champ norvégien de Gjoa, prévu pour 2010, et dont GDF Suez est également opérateur.

A moyen terme, GDF Suez entend doubler ses réserves pour les porter à 1.500 millions de barils équivalent pétrole. Pour le groupe, c'est un moyen de sécuriser son approvisionnement en gaz naturel et de se protéger de la volatilité des marchés. GDF Suez souhaiterait couvrir de 10 % à 15 % de ses besoins annuels grâce à sa production. Dans cette optique, la société a investi quelque 6 milliards d'euros en acquisitions et en développement de projets au cours des six dernières années.

Quel a été le résultat de cette démarche ? Depuis 2004, GDF Suez a enregistré un taux moyen de réussite de 55 % dans l'exploration. Un chiffre élevé, lié au fait que les

forages ont été menés dans des zones matures, où les gisements sont plus nombreux mais aussi plus petits. Assez ambitieux, les forages à venir seront aussi plus risqués. Ils décideront du devenir des nouvelles implantations géographiques. « Nous avons la taille critique en Norvège, en Allemagne, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Dans les autres pays comme la Mauritanie ou la Libye, nous choisirons de rester ou pas, selon le résultat de nos découvertes », explique Didier Holleaux, directeur de l'activité exploration-production du groupe.

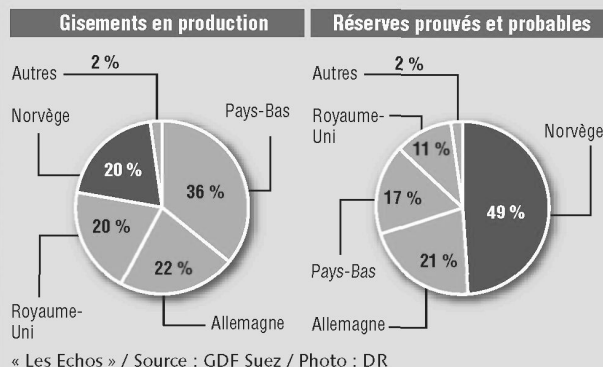
L'effondrement des prix des matières premières devrait néanmoins offrir une nouvelle marge de manœuvre à l'activité, en limitant le prix des services pétroliers. « Lors du lancement des prochains appels d'offres, nous espérons des réponses inférieures d'au moins 20 % au pic de l'année 2008 », a indiqué Didier Holleaux.

EMMANUEL GRASLAND

Plate-forme offshore en mer du Nord néerlandaise



Les gisements de GDF Suez



**CRIBLE**

La main visible du marché

Ne peut-on être et avoir été ? Après avoir réalisé l'un des moins mauvais parcours du CAC 40 en 2008, l'action de **GDF Suez** subit le recul le plus sévère de l'indice parisien depuis le début de l'année. Elle qui n'avait cédé que 11 % en 2008, a déjà perdu le tiers de sa valeur en 2009, même si ses 52 milliards d'euros lui donnent encore la quatrième capitalisation du CAC, vingt fois celle d'Air France. Il faut remonter sur cinq ans pour retrouver l'électricien dans le vert, au neuvième rang des seules 9 valeurs encore bénéficiaires sur cette période. L'étoile financière du groupe de Gérard Mestrallet s'est-elle pour autant éteinte ? La schizophrénie des marchés marquée par l'accueil chaleureux qu'ils ont fait à ses quelque 10 milliards d'euros d'emprunts permet d'en douter. Ce que les investisseurs lui refusent d'une main, ils n'en ont en effet pas été avares de l'autre. C'est cette capacité financière, que les investisseurs eux-mêmes l'ont aidé à acquérir, qui devrait être le terreau d'un renouveau du titre. Confortablement installé sur un endettement inférieur à la moitié de son cash-flow, GDF Suez n'aura pas à pratiquer les cessions d'actifs par lesquelles devront passer ses concurrents européens pour restaurer leurs trésoreries. Or, ces opérations peuvent en temps de crise se révéler à haut risque. De quoi permettre au français de rétablir le courant.

**LA VALEUR DU JOUR**

↓ - 4,4 %

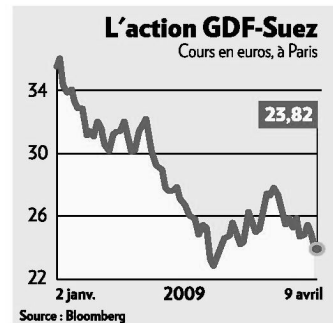
GDF-Suez, lanterne rouge du CAC 40

Le groupe perd 32,6 % depuis janvier affecté notamment par L'INDEXATION DU GAZ SUR LE COURS DU PÉTROLE.

LE TITRE du groupe de services publics dédiés à l'énergie, après avoir fort bien résisté l'an dernier, est aujourd'hui la lanterne rouge du CAC 40 depuis le début de l'année 2009. Son cours a encore reculé de 4,4 % à la veille du week-end pascal, en recul de 32,6 % depuis le 2 janvier. GDF-Suez a subi le contrecoup de la dégradation du titre par Société Générale, passée à « vendre » sur le titre avec un objectif de 22 euros. Un peu plus tôt, c'était UBS qui était passé d'« achat » à « neutre ». Sans compter Goldman Sachs dont les stratéges recommandent maintenant de revenir sur les valeurs cycliques en délaissant les valeurs défensives où les services publics figurent en bonne place.

Pour autant, le géant de l'énergie s'estime « protégé » contre une récession brutale » car faiblement exposé aux fluctuations des prix des matières premières, assure Dirk Beeuwsaert, directeur général adjoint en charge de la branche énergie Europe et international.

Mais le marché s'inquiète du lien de ses facturations avec les cours du pétrole dont les prix ont reflué pour près des deux tiers de leur valeur depuis juillet dernier. Cette



baisse des prix du pétrole, sur lesquels sont indexés ceux du gaz, va produire tous leurs effets dans les mois qui viennent car l'indexation joue avec un effet retard de plusieurs mois.

■ CROISSANCE COMPROMISE.

Par ailleurs, les financements de projets énergétiques sont devenus plus compliqués depuis le début des turbulences sur les marchés financiers, notamment en raison de leur coût plus élevé. Ils compromettent ainsi la croissance du groupe et notamment ses projets dans le nucléaire aux États-Unis. Cependant Dirk Beeuwsaert indique : « Depuis le début de la crise financière, nous avons financé de manière assez normale » des projets au Brésil, en Thaïlande, au Chili, au Panama et en Arabie Saoudite. **C. T.**



GDF Suez demande une ouverture accrue du marché français de l'électricité

Le groupe d'énergie GDF Suez souhaite que les fournisseurs alternatifs d'électricité (les concurrents d'EDF) doivent disposer d'une "part de marché minimale de 30 %" d'ici 2012 sur "chaque segment de marché" (particuliers et petits professionnels, entreprises). EDF est le fournisseur d'électricité de 97 % des clients particuliers et 93 % des entreprises en France. "Pour nous, c'est la libéralisation complète du marché français de l'électricité qui permettra de répondre au mieux aux enjeux du secteur électrique", a affirmé M. Henri DUCRE, membre du comité exécutif en charge de la branche énergie France. Mais aujourd'hui encore, cette libéralisation complète du marché reste "aujourd'hui difficile à mettre en œuvre". Aussi, GDF Suez "est prêt à soutenir une solution transitoire de compromis", a-t-il ajouté.

Afin de favoriser une plus forte concurrence, GDF Suez estime qu'EDF "doit approvisionner en énergie l'ensemble des fournisseurs" alternatifs en leur vendant de l'électricité à un prix "qui leur permette de couvrir leurs coûts et de proposer des offres compétitives" par rapport aux tarifs réglementés pratiqués par EDF, a expliqué M. DUCRE. Or, "aujourd'hui, le niveau du tarif réglementé de l'électricité ne permet pas un développement rentable pour les fournisseurs alternatifs en France", a-t-il jugé.

Le gouvernement a mis en place en novembre une commission présidée par l'ancien président de l'ARCEP, M. Paul CHAMPSAUR, chargée de proposer des pistes d'évolution pour les tarifs réglementés (fixés par l'Etat) de l'électricité en France. Les tarifs réglementés, inférieurs aux prix du

marché, sont dans le collimateur de la Commission européenne qui juge qu'ils constituent une aide d'Etat en faveur des entreprises françaises. La Commission Champsaur devait rendre son rapport au printemps 2009. Contactés par l'Agence France-Presse, les ministères de l'Economie et de l'Energie ont indiqué que le rapport ne serait pas rendu avant "plusieurs semaines", sans pouvoir préciser s'il serait publié.

GDF Suez entend exploiter 3 à 4 EPR dans le monde d'ici 2020

Dans le même temps, le groupe énergétique a réaffirmé ses ambitions nucléaires, jeudi, en annonçant qu'il comptait exploiter 3 à 4 réacteurs de troisième génération EPR dans le monde d'ici à 2020, dont 1 ou 2 en Grande-Bretagne, et n'excluait pas d'entrer sur le marché américain.

Afin d'atteindre ses objectifs de production, le groupe veut détenir ou exploiter "entre 3 et 4" réacteurs de type EPR d'ici 2020, a indiqué M. Paul RORIVE, directeur des activités nucléaires chez GDF Suez. Son concurrent français, EDF, veut lui exploiter 10 EPR à la même échéance. GDF Suez a notamment pour ambition "de détenir 1 à 2 EPR au Royaume-Uni à l'horizon 2020". Dans cette perspective, le groupe a "fait des offres sur tous les sites", a précisé M. RORIVE. L'Autorité britannique de démantèlement nucléaire a proposé aux enchères fin janvier trois sites pour accueillir de nouvelles centrales. GDF Suez s'est allié à l'espagnol Iberdrola et au britannique Scottish & Southern Energy (SSE) pour répondre à cet appel d'offres, qui vise à renouveler un parc britannique vieillissant.

GDF Suez ne précise pas dans quels autres pays il pourrait implanter des EPR. Privilégiant le marché européen, il n'exclut toutefois pas de se lancer dans la course aux Etats-Unis, où EDF vient de racheter la moitié des actifs nucléaires de Constellation. M. Dirk BEEUWSAERT, directeur général adjoint en charge de la branche énergie Europe et international, a en effet estimé que le groupe gazier pourrait "jouer un rôle" dans le renouveau de l'énergie nucléaire en Amérique du Nord, tout en soulignant qu'il existait des "limitations" à l'entrée d'acteurs étrangers sur ce marché. "Aux Etats-Unis, le développement du nucléaire nécessite la mise en place de consortiums", a-t-il affirmé.

Enfin, en Belgique, GDF Suez espère obtenir une modification de la loi fixant à 40 ans la durée de vie des réacteurs nucléaires. "Nous nous préparons à faire fonctionner les centrales nucléaires belges le plus longtemps possible", a indiqué M. RORIVE, soulignant que plus de la moitié des 104 réacteurs américains avaient vu leur durée de vie prolongée jusqu'à 60 ans. "Si la loi belge n'est pas modifiée, les centrales belges s'arrêteront entre 2015 et 2025", a-t-il prévenu.

GDF Suez dispose actuellement d'une capacité de production nucléaire de 6000 mégawatts, comprenant 7 réacteurs en Belgique, ainsi que des participations dans des réacteurs en France et en Allemagne. D'ici 2013, GDF Suez veut porter ses capacités totales de production d'électricité à 100 gigawatts (GW), soit une hausse de près de 50 %. Il compte par ailleurs "maintenir à long terme" la part de l'énergie nucléaire dans son portefeuille de production (actuellement 17 %), ce qui implique de mettre en service de nouvelles centrales.

En France, GDF Suez n'entend en outre pas rester un "actionnaire passif" dans le projet de deuxième EPR français à Penly (Seine-Maritime), dans lequel il est associé à EDF. "Nous serons un partenaire industriel. Nous voulons participer à toutes les phases du projet", a affirmé M. RORIVE. A terme, GDF Suez espère être le maître d'œuvre d'un éventuel 3e projet d'EPR en France, comme l'a laissé entendre l'Elysée.

Enfin, le groupe pourrait aussi être intéressé par une augmentation de sa participation de 5 % dans Georges Besse II, future usine d'enrichissement d'uranium d'Areva, si ce dernier le lui proposait, a indiqué le directeur des activités nucléaires de GDF Suez.

Début des négociations sur l'entrée de GDF Suez dans Nord Stream

Les partenaires de Nord Stream ont entamé des négociations sur une entrée du groupe français GDF Suez dans ce projet de gazoduc reliant la Russie à l'Allemagne, a annoncé vendredi Stanislav TSYGANKOV, chef du Département des relations extérieures de Gazprom. "Les partenaires ont commencé à discuter des détails" sur cette entrée, a-t-il ajouté.

Ce qu'a confirmé le président-directeur général de GDF Suez, M. Gérard MESTRALLET. "Nous sommes prêts à participer à ce projet pour autant que nous aurons un approvisionnement renforcé et sécurisé", a-t-il affirmé. "Historiquement, la Russie a été pour Gaz de France un partenaire fiable", a-t-il ajouté.

La Russie est actuellement le troisième fournisseur de gaz de GDF Suez, après la Norvège et les Pays-Bas. Moscou, partenaire de Gaz de France depuis 1975, fournit 14 % des besoins en gaz du géant français de l'énergie.

GDF Suez avait déjà fait part de son intérêt pour ce projet en décembre dernier. Nord Stream est actuellement piloté par Gazprom, qui détient 51 % du consortium, les allemands EON et BASF, qui ont chacun 20 %, et le néerlandais Gasunie (9 %). Le projet de gazoduc doit relier sur 1198 km Vyborg en Russie à Greifswald en Allemagne, en passant entièrement sous la mer Baltique. Sa première tranche doit être opérationnelle en 2011.



SENLIS

Jugement aujourd'hui dans l'affaire Direct Energie contre Pas de centrale

LES JUGES du tribunal de grande instance (TGI) de Senlis rendront leur décision aujourd'hui dans l'affaire qui oppose Direct Energie, qui prévoit d'implanter une centrale de production électrique au gaz naturel à Verberie, à l'association Pas de centrale. Le fournisseur d'énergie réclame la copie de la conférence organisée par les anti-centrale le 13 février dernier. Une soirée animée par le professeur et cancérologue Dominique Belpomme au cours de laquelle ce dernier avait évoqué les dangers du projet sur la santé. Les avocats de Direct Energie cherchent à se procurer les preuves d'une éventuelle diffamation selon l'association, qui parle « d'intimidation ».

F.-X.C.

MARCHE



ASIE CENTRALE

Un incident avec le Turkménistan illustre la précarité des engagements de la Russie en matière gazière. La Russie, numéro un mondial du gaz, a paradoxalement besoin du gaz de son allié turkmène pour honorer ses monumentaux engagements à l'exportation.

Gaz : tensions entre la Russie et le Turkménistan

Quand la Russie ne mène pas une guerre du gaz avec l'Ukraine, c'est avec le Turkménistan qu'éclate une dispute ayant le précieux combustible pour enjeu. Un incident survenu la semaine dernière, l'explosion d'un gazoduc dans cette ancienne république soviétique d'Asie centrale, est venu rappeler à quel point la situation gazière de la Russie est sensible et ses relations avec ses voisins compliquées. En effet, la Russie, numéro un mondial du gaz, a paradoxalement besoin du gaz de son allié turkmène pour honorer ses monumentaux engagements à l'exportation (notamment envers une Europe dont elle fournit le tiers du gaz), de l'ordre de 200 milliards de mètres cubes, sans négliger son marché intérieur pour autant. A l'inverse, le Turkménistan, cinquième exportateur mondial de « l'or bleu », ne peut guère atteindre les marchés occidentaux que via des gazoducs russes, puisqu'il est enclavé entre Afghanistan, Kazakhstan, Iran et Ouzbékistan. C'est pourquoi d'ailleurs le Turkménistan a vendu longtemps son gaz très bon marché (100 dollars les 1.000 mètres cubes, tarif passé à 150 dollars au second semestre de l'an dernier).

Réduire les importations

Ce mariage forcé entre Moscou et Achghabat n'empêche pas ce dernier d'écouter les chants des sirènes des Européens – qui plaident pour la construction d'un gazoduc court-circuitant la Russie sous la mer Caspienne – ou des Etats-Unis et de la Chine. Pékin devrait supplanter Washington au rang de premier importateur mondial d'hydrocar-

bures d'ici huit ans environ. C'est peut-être pour « sensibiliser » son client russe à cette nouvelle donne que le Turkménistan a décidé vendredi d'accuser le monopole semi-public de gaz russe, Gazprom, d'être maladroitement à l'origine de l'accident sur le gazoduc. A en croire le ministère turkmène des Affaires étrangères, Gazprom aurait réduit de 90 % mercredi, sans crier gare, ses importations de gaz turkmène en raison de la baisse brutale, pour cause de récession, de ses ventes à l'Ukraine. C'est la variation de pression de gaz qui aurait provoqué l'explosion sur le gazoduc, pour des raisons techniques qu'Achghabat ne détaille pas. Une telle réduction unilatérale constitue une « violation » des clauses du contrat, jugeait le ministère turkmène. Hier, il déclarait même que son pays pourrait réclamer des dommages et intérêts à la Russie, en un communiqué fort inhabituel de la part d'un État qui, quoique géostratégique, ne compte guère d'allié véritable à part Moscou. En effet, ce pays désertique de 5 millions d'habitants parmi les plus pauvres du monde a vécu dans un isolement considérable à partir de son indépendance en 1991, sous la férule de Saparmourad Niazov, sans doute un des dictateurs les plus ubuesques de la planète. Niazov avait notamment fait fermer les hôpitaux en zone rurale, réduit les cursus universitaires à deux ans, fait changer le nom d'un mois du calendrier en l'honneur de sa mère, et interdit ballet et opéra. Après sa mort en 2006, le régime s'est lancé dans une très timide ouverture pour s'attirer

les bonnes grâces des chancelleries et des investisseurs occidentaux, tout en sachant bien qu'il serait absurde de rompre avec Moscou.

C'est pourquoi la plupart des analystes jugeaient ce week-end que l'explosion du gazoduc constituerait un sujet de friction très éphémère, bien que le quotidien russe « Kommersant » ait envisagé l'hypothèse d'une nouvelle guerre du gaz sur le front sud oriental de la Russie, de nature à nuire une nouvelle fois à sa réputation de fournisseur fiable d'hydrocarbures. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré que l'incident, « *purement technique* », serait résolu rapidement. Sans doute faisait-il allusion à la réparation du gazoduc endommagé.

Construction d'un gazoduc

Mais on peut aussi comprendre que Moscou est prêt à revenir à la table des négociations avec Achghabat pour la construction d'un gazoduc à travers la mer Caspienne. Ce projet, annoncé en fanfare à plusieurs reprises depuis deux ans, n'a pu une nouvelle fois être finalisé lors de la rencontre fin mars entre le président turkmène, Gurbangouly Berdimoukhamedov, et son homologue russe, Dimitri Medvedev. Il devrait permettre l'exportation sous la férule de Gazprom de 30 milliards de mètres cubes de gaz turkmène. Achghabat prévoit d'exporter 51 milliards de mètres cubes cette année au total.

YVES BOURDILLON



ENVIRONNEMENT



ENVIRONNEMENT

Le président Obama a promis de ramener en 2020 le niveau d'émission américain à celui de 1990. La semaine dernière, une réunion informelle des ministres de l'Environnement européens s'est interrogée sur l'intensité de l'effort américain.

Vifs débats en perspective avec les Américains sur le changement climatique

L'espoir soulevé par l'élection du président Obama en matière de lutte contre le changement climatique connaît ses premiers accroc. Après huit ans de refus par l'administration Bush de ratifier le protocole de Kyoto, le simple fait que son successeur reconnaisse la réalité de l'influence de l'homme sur le climat, s'engage à revenir de manière positive à la table des négociations et mette en route un programme de réduction des émissions de CO₂ dans son pays avait fait voir l'avenir en rose aux climatologues et aux diplomates. Réunis à Bonn pendant deux semaines début avril sous l'égide des Nations unies pour faire le point avant la conférence de Bonn en décembre prochain, les délégués ont apprécié l'attitude d'écoute des représentants américains qui ont organisé de multiples réunions bilatérales avec les pays en développement. Le discours de Todd Stern, envoyé spécial américain pour le changement climatique et ancien négociateur du protocole de Kyoto pour Bill Clinton, a été applaudi à plusieurs reprises. Mais dans les coulisses régnait une impression de décalage face aux premières pistes évoquées par l'administration américaine.

Une pression amicale

Durant la campagne, Barack Obama a promis de ramener en 2020 le niveau d'émission américain à celui de 1990, soit environ 5 milliards de tonnes si on ne prend en compte que le CO₂. Compte tenu de l'évolution de la

consommation de pétrole américaine, cela représenterait un effort d'environ 17 % par rapport aux niveaux actuels. Mais cela ne ferait qu'effacer les progressions régulières de ces dernières années, et ne représenterait pas un réel effort par rapport à l'année charnière de 1990 fixée par les négociations internationales. Fin mars, le projet de loi sur le climat et l'énergie présenté à la Chambre des représentants par le président de la commission de l'Énergie et du Commerce Henry Waxman prévoit un objectif de baisse de 20 % d'ici à 2020, 42 % en 2030 et 83 % en 2050... mais il ne prend comme base de comparaison que l'année 2005 ! Les premiers calculs effectués par des experts de la Commission européenne montrent que ce projet de loi, qui compte pas moins de 640 pages, aboutirait à une baisse effective de 7 à 8 % en 2020 par rapport au niveau de 1990. Les premiers messages de flexibilité exprimés en fin de semaine dernière par la Maison-Blanche n'ont pas contribué à rassurer les experts, notamment sur la mise aux enchères des quotas de CO₂. « *Qu'il s'agisse de commencer avec 100 % ou d'y parvenir après un certain temps est un élément en discussion* », a affirmé le conseiller scientifique de la Maison-Blanche, John Holdren.

A Paris, lors d'une réunion informelle des ministres de l'Environnement danois, suédois, allemand, tchèque, italien et britannique, en présence du commissaire européen Stavros Di-

mas, la question a été posée de savoir s'il est nécessaire d'exercer une pression amicale sur les Américains afin qu'ils produisent un effort comparable à celui des Européens. « *Tout le monde comprend qu'il faut un accord que le Congrès américain puisse ratifier* », explique le négociateur climat d'une ONG, mais en même temps avec plus de 20 tonnes de CO₂ par habitant, soit deux fois plus que les Européens, les Américains ont une marge importante d'action. Lors de la conférence climat de Bali, les Occidentaux avaient promis, en bas de page, de tout faire pour réduire leurs émissions de 25 à 40 % d'ici à 2020. Première réponse formelle attendue des Américains en juin prochain, lors de la réunion des Nations unies à Bonn.

JULIE CHAUVEAU

Le calendrier des négociations

22-24 avril : G8 environnement à Syracuse. Changement climatique et biodiversité seront inscrits à l'ordre du jour.

27-29 avril : premières discussions du « forum des économies majeures sur l'énergie et le climat » à Washington. Il s'agit du cercle de discussions internationales créé par George W. Bush et repris par la nouvelle administration américaine.

1^{er}-12 juin : réunion à Bonn sous l'égide des Nations unies.

8-17 décembre : conférence de Copenhague.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT